

NOTE DE LECTURE

KAUL Inge, CONCEIÇÃO Pedro, LE GOULVEN Katell, MENDOZA Ronald U. (eds.)
Providing Global Public Goods. Managing Globalization
New York, UNDP, Oxford, Oxford University Press, 2003, xxii + 646 p.

par
Roland Adjovi *

Nombre de sommités nationales et internationales s'accordent pour vanter les mérites de cet ouvrage. Nous n'allons point ajouter notre petite voix à cette harmonie symphonique, car elle n'apporterait rien de plus. Mais, après une lecture attentive, nous ne pouvons que dire l'importance de ce chef d'œuvre pour tous les pays – notamment les pays en développement –, en tentant de rendre compte de son objet. Car *Global Public Goods* ne fait pas forcément sens pour tous, nous les premiers. Le thème pourrait se traduire littéralement par les *biens publics universels*, ou, sous une forme plus complète, les biens et services publics dont la production profite à tous (pp. 87-88, 95). Pour illustrer cela, il s'agit par exemple de la route qui profite à toute personne qui l'utilise et non seulement à celui qui en finance la construction. L'adjectif *global* marque le caractère universel, mondial.

Cette définition très synthétique pose tout l'enjeu de l'ouvrage qui va en deux sens. D'abord les auteurs se sont attachés à une approche théorique en approfondissant à la fois le concept et les politiques qui l'entourent. Puis ils se sont appliqués à en déterminer et évaluer la mise en œuvre pour proposer une évolution efficiente des politiques publiques, qu'elles soient nationales ou internationales. Il faut, dans un premier temps, souligner la dualité de la notion : *global public goods* et *global public bads*, cette seconde forme étant toute chose qui nuit à l'ensemble de la communauté nationale ou internationale (p. 182). Le terrorisme en constitue un exemple typique contemporain. L'identité entre ces deux formes de la notion réside dans l'existence d'un intérêt général qui appelle une solution commune et non individuelle.

Il faut ensuite relever la pertinence du thème dans un contexte de *globalisation*, car en démontrant que certains biens et services bénéficient à tous en même temps, les auteurs soulignent l'impératif d'une politique concertée et consensuelle, et en déterminent les conditions d'existence et d'exercice. Une telle analyse s'inspire à la fois du passé avec une perspective historique du concept (pp. 63-77), et du présent, du national et de l'international. Les auteurs soulignent la nécessité d'une régulation qui découle de la nature même de ces biens et services.

Il faut enfin mettre l'accent non sur le premier temps de l'analyse qui consiste en une théorie générale des *global public goods*, mais sur les second et troisième temps que constituent les processus décisionnel et de production. La théorie générale permet de mieux cerner la notion, dans toutes ses dimensions – y compris mathématique –, mais elle n'est pas facilement accessible au lecteur techniquement mal outillé, ce qui est certainement le cas du juriste. Les processus décisionnel et de production par contre sont d'un abord plus facile par leur contenu moins exclusivement technique. Sur le plan décisionnel (pp. 181-303), parce que l'avantage est universel, tout bénéficiaire potentiel devrait avoir son mot à dire, d'où une implication simultanée des Etats – acteurs traditionnels des relations internationales – et des privés – qu'il s'agisse d'individus ou de groupements d'individus comme les organisations non gouvernementales. Cependant, au terme du processus, la décision reste souvent le fait des Etats, individuellement ou collectivement. Sur le second plan, celui de la production (pp. 305-429), les Etats s'appuieront plus sur des structures de nature économique et privée, même si

* Toute opinion exprimée dans la présente note de lecture n'engage que la seule responsabilité de son auteur.

l'armature est publique comme les multinationales d'un côté, et les institutions financières internationales de l'autre. La *globalisation* y est disséquée et ses limites mises en exergue. L'ouvrage se clôt par des études de cas où il est question successivement de la stabilité financière internationale, de la régulation du commerce international, de la santé, de la biodiversité, de l'eau, de l'énergie et ... de la corruption. L'ouvrage offre aussi de nombreux encadrés sur des thèmes spécifiques avec un glossaire qui facilite la compréhension par le néophyte.

Pour conclure il faut souligner, dans la perspective de l'actualité internationale contemporaine, que dans un système mondialisé où le positif comme le négatif n'a plus un impact circonscrit, le multilatéralisme demeure une voie plus sûre que l'unilatéralisme. Toute hégémonie tend à constituer un *global public bad* dans la mesure où elle fera prévaloir l'intérêt d'un nombre réduit sur celui du plus grand nombre. Ainsi en est-il de la politique américaine en matière de climat, mais aussi de lutte contre le terrorisme. C'est d'ailleurs en ce sens que Louise Arbour, Haut Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, a centré son intervention à la Conférence biennale de la Commission internationale des Juristes (Berlin, octobre 2004) sur les conséquences négatives de la lutte actuelle contre le terrorisme sur les droits de l'homme, et l'état de droit plus généralement. Le terrorisme constitue donc un *public global bad*, mais la politique publique qui vise à le contrer peut aussi être de même nature, notamment lorsqu'elle est unilatérale et hégémonique.

Note rédigée en septembre 2004.
© 2004 Roland Adjovi. Tous droits réservés.